

**Conseil départemental des Pyrénées-Atlantiques**

Session plénière du 20 décembre 2019

Orientations budgétaires pour 2020

**Intervention d'Henri Etcheto**

*Conseiller départemental de Bayonne*

*Président du groupe de la gauche départementale*

Monsieur le Président,

Mes chers collègues,

En préambule, comme vous, Monsieur le Président, les élus du groupe de la gauche tiennent à exprimer leur soutien et leur solidarité à toutes celles et à tous ceux qui ont été victimes des intempéries sur nos territoires et les territoires voisins, ainsi qu'à toutes celles et tous ceux qui leur sont venus en aide, et notamment les personnels des services publics.

L'ampleur et la répétition accrues de ces phénomènes météorologiques doit renforcer encore la conviction de tous de l'impératif absolu de répondre au défi de l'urgence climatique et écologique dans toutes nos politiques publiques, à tout niveau.

Notre pays traverse, cette année encore, un mouvement social d'une ampleur exceptionnelle.

Quelle que puissent être la sensibilité et l'opinion de chacun sur le sujet, force est de constater que le malaise dans notre société ne va qu'en grandissant. Le sentiment de décrochage frappe de plus en plus de catégories de la population. Notre modèle social se fissure face aux logiques néolibérales et à la marchandisation galopante de pans entiers de notre société, qui relevaient jusqu'à présent de la solidarité nationale.

On veut infliger aux Français, à toutes celles et tous ceux qui vivent de leur travail, à celles et ceux qui se lèvent tôt, une réforme des retraites injuste, une régression majeure dans notre histoire sociale. Telle qu'elle est présentée, cette réforme ne fera que des perdants, d'une manière ou d'une autre. Et avant tout les plus jeunes d'entre nous, nos enfants à qui nous refuserions le modèle généreux imaginé et mis en place à la Libération par nos aînés, par le CNR et qui fut conforté dans les décennies qui ont suivi. Nos concitoyens disent non à cette réforme qui brutalise notre société tout entière, en voulant faire reculer de fait de plusieurs années l'âge de départ de tous.

Dans le même temps, on le sait, nous l'évoquions déjà lors de nos séances précédentes, le gouvernement met gravement à mal nos services publics, qui sont pourtant le ciment de notre pacte social et de notre cohésion civique dont on a perçu la fragilité avec la crise des gilets jaunes. Les efforts toujours plus importants demandés à l'hôpital public et à ses agents, deviennent insoutenables. Alors que la sécurité sociale était quasiment revenue à l'équilibre, la priorité aurait dû être donnée aux investissements dans nos hôpitaux et à la prise en charge de la dépendance. Nos services de santé sont aujourd'hui en perdition, et le gouvernement regarde ailleurs !

Retraites, pouvoir d'achat des services publics, nos concitoyens et d'abord les classes populaires et moyennes paient la politique égoïste des premiers de cordée.

Dans un tel contexte national, nous aurions pu espérer que le Département prendrait la mesure de la fracture qui s'élargit dans le pays, qu'à l'heure de nos orientations budgétaires pour 2020, vous donneriez une inflexion, vous lâchiez du lest, pour laisser un peu d'air à tous ceux qui œuvrent en faveur des solidarités.

Or, vous nous présentez des prévisions qui ressemblent furieusement aux précédentes.

Qu'il s'agisse d'orientations budgétaires, de budget primitif, de compte administratif ou de décisions modificatives, vos éléments de langage sont maintenant bien rôdés et parfaitement huilés.

En 2015, vous nous serviez le discours sur la prétendue « cessation de paiement », en en imputant la faute à ceux qui vous avaient précédé dans votre fauteuil de président.

Avec le temps et la mise au point de la CRC, cet argumentaire s'est évidemment effondré.

Aussi, nous donnez-vous maintenant un discours que l'on pourrait résumer en trois points :

- Premièrement : notre situation financière est saine, nous avons de bonnes marges ;
- Deuxièmement : nous avons tellement bien travaillé que nous avons encore davantage de marges que ce que nous avons prévu ;
- Troisièmement : mais il faut faire très attention et rester très prudents car la situation pourrait bien devenir difficile dans les années à venir.

Monsieur le Président, ça n'est un mystère pour personne, nous ne souscrivons qu'au premier alinéa de la démonstration.

Oui, notre situation financière est saine. C'est une caractéristique historique de notre collectivité. Le dynamisme démographique et économique du territoire départemental nous permet d'avoir des recettes dynamiques, qu'il s'agisse de la fiscalité traditionnelle ou de la recette des droits de mutation. Cette dynamique nous permet de soutenir les communes et intercommunalités de façon tout à fait

exceptionnelle au regard de ce que peuvent faire d'autres départements. Elle nous permet de conserver un haut niveau d'investissements, même si l'année 2019 aura fait pâle figure dans l'histoire de la collectivité.

En revanche, nous contestons la suite de votre démonstration. Et je dois dire que cette année, vous y allez fort pour arranger la réalité et tenter de nous faire peur. « Attention, il nous faut être prudents, une crise pourrait survenir ». Voilà, en substance, le message que nous délivrent vos orientations budgétaires.

Comme le dit l'expression populaire, vous poussez le bouchon un peu loin.

Vous arrangez la réalité en nous expliquant que la situation pourrait devenir critique.

Mais les faits sont têtus, et il suffit de regarder dans le rétroviseur pour s'en convaincre.

Car ce discours, nous l'entendons depuis le début de votre mandature. Nous l'entendions même en février dernier, lors du vote du budget primitif. Alors que vous nous annonciez 15 millions d'épargne nette en 2019, nous découvrons en fin d'année, à la lumière du CA prévisionnel, que celle-ci sera sans de l'ordre de 44 millions d'€. Une petite erreur du simple au triple !

Et je pourrais continuer à égrener : la dette, annoncée à 380, sera à 340. L'emprunt, envisagé à 62 M€, ne sera exécuté qu'à hauteur de 25. Et enfin la capacité de désendettement, annoncée à 7.6 années, sera finalement à 4.3 années.

Quel crédit donner, dès lors, à la prospective présentée dans vos orientations budgétaires ?

Vous tablez sur une augmentation de 5 M€ des produits fiscaux sur les 3 prochaines années, alors qu'ils ont augmenté de plus de 30 au cours des 3 derniers exercices.

Vous annoncez une hausse de la dette de 75 millions sur les 4 prochaines années, alors que l'encours a diminué de 30 millions sur les 3 dernières.

Vous tablez, une fois encore, sur une diminution des droits de mutation. C'est devenu une sorte de marque de fabrique chez vous. D'année en année, vous vous obstinez à nous dire, envers et contre tout, qu'ils vont diminuer. D'année en année, nous vous répétons inlassablement que tous les indicateurs disent le contraire, y compris les chambres de notaires. Et d'année en année, nous constatons que les DMTO augmentent. Et ça, ça n'est pas le discours du groupe de la gauche ni un article de l'Humanité Dimanche qui vous le dit, ce sont les chiffres de vos propres comptes administratifs !

Ces chiffres, ils sont irréfutables, ils sont incontestables, ils sont irrécusables.

Une question nous taraude, dès lors : pourquoi vous obstinez-vous à nous dépeindre un tel tableau ?

Nous avons longuement réfléchi à cette question.

Plusieurs hypothèses ont été émises, mais nous les avons écartées.

D'abord, nous ne croyons pas du tout à une légèreté de la part des services financiers du Département. Nous connaissons leur compétence et leur engagement, et savons bien que la question qui nous est posée ici est d'ordre politique.

Nous ne croyons pas non plus que ce discours ne soit dû que par la nécessité de pouvoir répondre aux nombreuses sollicitations dont vous êtes l'objet. Il est vrai que l'argument « je ne peux pas, je n'ai pas

d'argent », est relativement simple à déployer. Mais la ficelle serait un peu grosse.

Nous nous sommes demandé si vous craigniez à ce point la cure d'austérité que nous inflige le gouvernement. La réponse est manifestement négative, puisque vous continuez à soutenir ce pouvoir qui, il est vrai, nous a porté bon nombre de mauvais coups depuis plus de deux ans.

L'explication véritable, Monsieur le Président, résonne comme une évidence : vous avez choisi de vous engager dans le chemin absurde et néfaste de la contractualisation avec l'Etat. En échange de rien – et nous avons évoqué à l'époque, ici en séance, les clauses léonines de ce contrat – vous avez engagé la collectivité à limiter l'évolution de ses dépenses de fonctionnement à 1.25% chaque année.

Que faire, dès lors, lorsque nos recettes augmentent considérablement ? Nous engrangeons des recettes que nous ne pouvons pas utiliser. Nous ne pouvons même pas baisser la taxe foncière au vu de la réforme en cours.

Les besoins sont criants dans de nombreux domaines, mais vous êtes tenu par la sacrosainte règle du 1.25% à laquelle vous vous êtes pliés.

Comme nous ne pouvons pas non plus présenter un budget en déséquilibre, où nous aurions davantage de recettes que de dépenses, nous en arrivons à une situation ubuesque où vous êtes obligés de masquer nos recettes pour pouvoir afficher un budget à l'équilibre !

Monsieur le Président, il nous semble qu'une telle situation ne peut rester en l'état et se perpétuer d'année en année.

Car pendant que vous cachez l'argent pour le faire réapparaître en fin d'année, les besoins, vous le savez, sont criants.

Les collèges publics ont été mis à la diète. Que ce soit en matière de dotation de fonctionnement ou en matière d'investissements (à travers la révision du PPI) , vous avez réduit la voilure, même si nous avons réussi à faire l'avorter l'audit qui allait amener à des coupes sombres dans le personnel.

Les métiers d'aide à la personne, les personnels des EHPAD sont en souffrance. Vous n'en êtes pas responsables mais nous ne pouvons ignorer la situation de détresse que vivent les personnes âgées dépendantes, et la dureté des conditions de travail des personnels qui sont à leurs côtés. Nous pouvons et nous devons agir pour leur donner un peu de répit, un peu d'air, un peu de bienveillance.

La prévention spécialisée a été purement et simplement démantelée, et là, il s'agit de votre responsabilité, Mesdames et Messieurs de l'exécutif. Les éducateurs ont disparu du terrain dans les quartiers les plus fragiles, à Pau, à Bayonne ou à Mourenx, avec des conséquences parfois dramatiques.

Les conditions de travail des services départementaux ne sont pas à la hauteur ni de nos missions de service public, ni du dévouement des agentes et des agents qui le rendent, au contact de la population de nos territoires.

Monsieur le Président, vous devez sortir du carcan de la contractualisation.

Quelques-uns des élus de votre majorité, que je vois déjà trépigner derrière leur pupitre, vont nous livrer, dans quelques instants, la caricature à laquelle nous sommes désormais habitués : *« le groupe de la gauche réclame des dépenses, les socialistes c'est toujours plus d'impôts »*.

En d'autres lieux mes chers collègues, nous sommes les premiers à dénoncer les dérives dépensières, de certains de vos amis qui

dilapident l'argent public en communication futile, en politique somptuaire ou dans projets démesurés au regard des besoins et des attentes prioritaires de nos concitoyens.

Nous sommes bien, tout autant que vous, soucieux de la bonne gestion de l'argent public. Nous sommes tout aussi soucieux de la nécessité du service public. Celui que le gouvernement que vous soutenez veut abaisser. Celui que le Département doit assumer avec davantage d'ambition.

Je vous remercie.

Henri Etcheto